

Attentats de Bruxelles : le génie du nucléaire est sorti de sa lampe

La menace d'une attaque terroriste de nos centrales nucléaires ne tient pas du scénario de science-fiction.

Jan Vande Putte,
expert nucléaire chez Greenpeace Belgique
Le Soir. Carte blanche de Greenpeace Belgique.

www.lesoir.be/..., 30 mars 2016

Depuis le 11 septembre 2001, nous savons que les organisations terroristes sont en mesure d'atteindre leurs cibles privilégiées, et donc potentiellement les centrales et autres installations nucléaires. En Belgique, la réaction à cet état de fait était plutôt laconique. Jean-Paul Samain, l'ancien directeur de l'Agence fédérale chargée de notre sécurité nucléaire (AFCN), déclarait alors qu'un avion s'écrasant sur une centrale nucléaire ferait le même effet qu'une banane écrasée sur une table. Pas d'inquiétude, donc ! Mais quinze années se sont écoulées, et une véritable menace terroriste pèse sur nos centrales nucléaires, dont deux auraient en fait déjà dû fermer car elles ont atteint la limite d'âge et donc leur vulnérabilité ne fait que s'accroître.

En Belgique, un rapport détaillé sur la vulnérabilité des centrales nucléaires a été rédigé il y a quelques années, mais il est ultraconfidentiel et il n'en existe que quelques copies numérotées conservées sous clef. En soi, il est compréhensible que l'on se montre prudent avec des informations qui pourraient donner des idées aux terroristes, mais il s'agit néanmoins aussi d'une forme de censure qui tient la population dans la plus complète ignorance des risques qu'elle court.

Des rapports inquiétants

Mais le génie du nucléaire est sorti de sa lampe. Les frères El Bakraoui, qui se sont fait sauter lors des attentats de Zaventem et de Maelbeek, sont liés à la préparation d'un attentat contre une cible nucléaire en Belgique. Et cela s'ajoute à d'autres réalités particulièrement préoccupantes, comme le sabotage toujours inexplicé de Doel 4 en 2014.

Ces dernières années, Greenpeace a discrètement commandé plusieurs études concernant les risques de terrorisme nucléaire. Certains de ces rapports ont été uniquement remis aux autorités nucléaires, tandis que d'autres ont été mis à la disposition de quelques journalistes, dans une version adaptée (entendez par là : moins détaillée). Mais par prudence, nous n'avons jamais crié sur tous les toits que nous courions ce genre de risque.

En 2014, Greenpeace a transmis aux autorités belges un rapport sur les risques liés à la commercialisation de drones, dont le survol de sites nucléaires peut certainement représenter un sérieux danger. Nous attendons toujours leur réaction.

Une autre étude s'est penchée sur la menace représentée par les armes antichars de 3e génération, de type « Kornet », qui sont en mesure de percer n'importe quel mur d'une centrale nucléaire et de causer des ravages à l'intérieur de celle-ci.

Du matériel sophistiqué et des troupes d'élite

Nos centrales nucléaires n'ont pas été conçues, dans les années soixante et septante, pour résister à la menace terroriste à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui. Une protection complémentaire peut s'avérer utile, mais la vulnérabilité des centrales est telle que cette protection ne pourra dissuader que les groupes les moins professionnels. L'organisation terroriste Etat islamique compte des recrues provenant des hautes sphères de l'armée et des troupes d'élite de Saddam Hussein ; elle ne compte certainement pas que des jeunes exaltés. Cela fait des années que la Russie a fourni à la Syrie des missiles sophistiqués de type Kornet. Et enfin, l'Etat

islamique menace les installations nucléaires belges. Voilà qui n'est guère réjouissant !

Dans le contexte actuel, Greenpeace ne va pas jeter de l'huile sur le feu et publier avec désinvolture des informations sensibles, mais ce sont bien les autorités de ce pays qui ignorent depuis des années nos rapports et nos avertissements, sous prétexte que nos scénarios relèvent de la science-fiction. Dans le contexte actuel, ce prétexte ne tient vraiment plus la route.

Nous ne plaçons pas non plus pour l'adoption précipitée de mesures hâtives. Par contre, nous demandons que la fermeture progressive des centrales nucléaires soit enfin mise en œuvre : la première étape consiste à fermer les deux réacteurs les moins sûrs, à savoir Doel 1 et Doel 2. Le gouvernement les a récemment prolongés tous les deux de dix ans, sans même que ce ne soit nécessaire pour assurer notre approvisionnement en électricité, sans rapport d'incidences sur l'environnement et sans consultation publique. L'action que nous avons intentée à l'encontre de cette prolongation est en cours, mais il vaudrait mieux que le gouvernement n'attende pas son issue et qu'il assume ses responsabilités.

Mieux informés que la population

Autre chose : le gouvernement doit enfin montrer clairement qu'il prend au sérieux cette menace très complexe, un dialogue doit pouvoir s'instaurer et le parlement doit pouvoir faire son travail. Il est inadmissible que les terroristes soient vraisemblablement mieux informés que la population.

Il est temps d'arrêter de jouer avec la date de fermeture de nos centrales nucléaires. La loi sur la sortie du nucléaire a été votée en 2003 ; elle prévoyait une fermeture progressive des centrales entre 2015 et 2025. Si cette loi avait été appliquée, les réacteurs les plus dangereux et les plus vulnérables auraient déjà été arrêtés. D'après Elia, le gestionnaire du réseau, ces vieux réacteurs peuvent être arrêtés sans compromettre notre approvisionnement en électricité. Et entre-temps, l'énergie renouvelable est devenue si bon marché que d'un point de vue économique aussi, il est parfaitement envisageable de sortir du nucléaire.

La décision de prolonger la durée de vie de nos centrales nucléaires était déjà incompréhensible du fait qu'elle bloquait la transition déjà très tardive vers l'énergie renouvelable, que les centrales nucléaires défaillantes n'assurent pas notre approvisionnement énergétique, et que de toute façon, ce n'est pas une bonne idée de maintenir en activité des centrales nucléaires vétustes dans une des régions les plus densément peuplées au monde. Maintenant s'y ajoute une menace terroriste bien réelle.

Nous ne pouvons vraiment plus tolérer que le gouvernement fasse aveuglément passer les intérêts du nucléaire et à tous ceux qui tirent encore des bénéfices du maintien de cet outil du passé avant notre sécurité à tous.

Belgique : menace sur le nucléaire

Par Isabelle Hanne, envoyée spéciale en Belgique —

www.liberation.fr/..., 24 mars 2016

Les centrales sont vues depuis longtemps comme des cibles potentielles. Des connexions avec la cellule qui a frappé mardi inquiètent les autorités belges

La Belgique a-t-elle évité de justesse de conjuguer terrorisme et nucléaire ? Un faisceau d'indices, des noms qui apparaissent en relation avec les attentats de Paris, la fusillade de Forest et les attaques de Bruxelles, et une étrange vidéo qui fait le trait d'union, vont en tout cas dans ce sens. Dans les heures qui ont suivi les attentats de mardi, avec le passage au niveau 4 de la menace au niveau fédéral, «les personnels non

essentiels au fonctionnement de la centrale ont été invités à quitter les sites de Tihange [en Wallonie] et Doel [côté flamand]», les deux centrales du pays, explique-t-on à Engie, l'entreprise française dont la filiale Electrabel exploite ces sites. Et selon la RTBF, onze personnes viennent de perdre leur autorisation d'accès à la centrale nucléaire de Tihange : sept après la fusillade de Forest, le 16 mars, et quatre depuis les attentats de mardi[...]

L'inquiétude n'est pas nouvelle. Les enquêteurs belges s'étaient bien gardés d'en faire la publicité : au lendemain des attentats de Paris, une vidéo d'une dizaine d'heures est retrouvée lors d'une perquisition dans le cadre du volet belge de l'enquête, menée au domicile de Mohamed Bakkali, 28 ans. Il est arrêté à Bruxelles peu après les attaques du 13 Novembre et considéré comme l'un des logisticiens de la cellule de Molenbeek. Sur les images, un plan fixe de porte d'entrée d'un domicile. L'existence de cette vidéo a été révélée fin février par la presse belge, et confirmée par le parquet fédéral. Les enquêteurs ont réussi à localiser le domicile et à identifier la personne visée grâce à un bus qui passait par là. La caméra, planquée sous un buisson, enregistrait les allées et venues d'un haut responsable du Centre de recherche nucléaire de Mol, doté d'un réacteur expérimental et d'une petite quantité d'uranium[...]

Un an plus tard, en août 2014, le même réacteur, Doel 4, subissait le sabotage d'une turbine. Toujours pas élucidé à ce jour. L'enquête est rapidement passée aux mains du parquet fédéral : la piste terroriste est sérieusement envisagée. «Dans le hall de Doel 4, on a volontairement vidé 65 000 litres d'huile qui sert à lubrifier la turbine - normalement, la vidange se fait en cas d'incendie - puis on a remonté la vanne pour faire croire que tout était en règle, détaille Eloi Glorieux, l'expert nucléaire de Greenpeace Belgique. Les caméras de surveillance avaient été tournées de l'autre côté : la preuve que ce n'était pas un acte impulsif, ni l'œuvre d'une seule personne.» Cette vidange a provoqué de gros dégâts sur la turbine de Doel.

Cette centrale, posée sur un polder au bord de l'Escaut, est implantée en plein poumon économique du pays : ses tours de refroidissement font face aux conteneurs et aux usines pétrochimiques du port d'Anvers. Avec 1,5 million d'habitants dans un rayon de 30 km, c'est la centrale nucléaire située dans la région la plus densément peuplée d'Europe. «Ce sabotage aurait pu provoquer une vraie catastrophe, commente le député et chef du groupe écologiste au Parlement, Jean-Marc Nollet. On a eu de la chance, d'une certaine manière...»

Plus d'un an et demi plus tard, il n'y a eu aucune interpellation dans le cadre de cette enquête[...]

Greenpeace a d'ailleurs montré à plusieurs reprises qu'il était possible de s'introduire sur le site et de rester sur le dôme d'un réacteur «avec des moyens non violents», insiste Eloi Glorieux[...]

Mais la menace pourrait surtout venir de l'intérieur. Les centrales de Tihange et de Doel emploient chacune un millier de titulaires, et environ 500 sous-traitants : gardiens, magasiniers, techniciens[...]

Lire l'article en entier sur [www.liberation.fr/...](http://www.liberation.fr/)

cibles des terroristes. Quatre sites sont potentiellement concernés : les centrales de Tihange et de Doel, le Centre d'études nucléaires (CEN) de Mol, et l'Institut national des radioéléments, situé à Fleurus. Tous sont protégés aujourd'hui par 140 militaires lourdement armés.

Deux éléments appellent en effet à la vigilance. Le premier est une vidéo de dix heures retrouvée lors de la perquisition, le 30 novembre 2015, du domicile bruxellois de Mohamed Bakkali, soupçonné d'être l'un des logisticiens de la cellule de Molenbeek. La vidéo avait été récupérée par les frères Khalid et Ibrahim El Bakraoui, auteurs des attentats-suicides de Bruxelles. Le film montrait les allées et venues du physicien qui dirige le CEN, où sont notamment stockées de faibles quantités d'uranium, qui pourraient servir à fabriquer « une bombe sale ». Ce point de l'enquête n'a fuité dans la presse belge qu'en février.

Crainces de complicités intérieures

Le second concerne le retrait, quelques heures après les attentats du 22 mars, de quatre « habilitations sécurité » accordées à des travailleurs de la centrale de Tihange, près de la ville de Huy[...]

Là réside le danger : des complicités à l'intérieur des sites. Pas question évidemment de négliger l'hypothèse d'une attaque externe – un corps spécial de la police fédérale est en train d'être constitué pour protéger les quatre entités nucléaires – mais, comme l'indique Sébastien Berg, porte-parole de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, « *compte tenu des doubles enceintes, il est invraisemblable qu'un engin explosif placé à l'extérieur des murs d'une centrale puisse causer des dégâts majeurs* ». Pour provoquer une catastrophe, il faut agir au plus près des réacteurs[...]

Lire l'article en entier sur [www.lemonde.fr/...](http://www.lemonde.fr/)

—
Lire aussi :

[La cellule terroriste de Paris et Bruxelles a-t-elle été « anéantie » ?](#)

[Au cœur des réseaux djihadistes européens, le passé douloureux du Rif marocain](#)

Le nucléaire belge, cible potentielle des terroristes

Jean-Pierre Stroobants et Marie-Béatrice Baudet

[www.lemonde.fr/...](http://www.lemonde.fr/), 26.03.2016

Les indices recueillis au fil de plusieurs enquêtes laissent de moins en moins planer le doute : le nucléaire belge pourrait être l'une des